



JACQUES-ALAIN DE SEDOUY

Ancien ambassadeur en Jordanie, Mexique et Danemark,
conseiller d'Etat en service extraordinaire

Jeudi 18 février 2010, 20 h 00



Club de réflexion

SOMMAIRE

Introduction	3
Notre invité	3

INTRODUCTION

Le club de réflexion **STRATEGIES FRANCAISES**, fondé en 1994, cherche à rapprocher la République des citoyens, c'est-à-dire faciliter l'appropriation des sujets de société par les citoyens à l'occasion de rencontres et débats avec les acteurs et les penseurs de notre temps.

L'ambition d'un tel projet s'appuie notamment sur :

- Le choix de recevoir, de dialoguer, de confronter ses idées avec toutes les tendances de la vie politique française voire internationale, sans esprit partisan,
- La passion pour le destin de la France, dans le monde, dans l'Histoire, dans une perspective d'avenir,
- Le goût pour les rencontres inédites et l'échange de convictions.

Ces "stratégies françaises" sont celles des femmes et des hommes que nous rencontrons au fil des dîners-débats, des stratégies tournées vers le monde, vers la transformation de notre société et vers une meilleure vision de notre histoire et de notre avenir.

Le club **stratégies françaises** est dirigé et animé par Xavier Fos.

NOTRE INVITE

- **Jacques-Alain de Sédouy**, après quelques années passées à la Commission européenne, a été ambassadeur en Jordanie, au Mexique et au Danemark. Co-président adjoint de la Conférence sur l'ancienne Yougoslavie (1994-1995), il a été ensuite nommé conseiller d'Etat en service extraordinaire.
- Il est l'auteur, entre autres, de « Chateaubriand, un diplomate insolite » (1992), « Le Congrès de Vienne, l'Europe contre la France » (2003).

L'EUROPE AU XIX E SIECLE

- Quand l'Europe du XIXe se concertait pour la paix : tout au long du XIXe siècle, la paix a été une valeur européenne. Malgré les conflits. Et ce grâce à un système de concertation au sommet entre les aristocratiques ancêtres des fonctionnaires européens d'aujourd'hui
- «Le système politique qui s'est établi en Europe [...] est un phénomène inouï dans l'histoire du monde. Au principe de l'équilibre ou, pour mieux dire, des contrepoids formés par des alliances particulières, principe qui a gouverné, et trop souvent aussi troublé et ensanglanté l'Europe pendant trois siècles, a succédé un principe d'union générale, réunissant la totalité des Etats par un lien fédératif, sous la direction des principales puissances.»
- Ces mots sont écrits en 1818, par un proche collaborateur de Metternich, Frédéric de Gentz. Le système qu'il évoque est né quatre ans plus tôt sous l'égide de l'alliance constituée pour combattre Napoléon. Mais déjà, la France a rejoint ce que les observateurs ne vont pas tarder à appeler le «concert européen» – un ensemble de traités, de liens personnels et de pratiques diplomatiques qui domine les relations internationales jusqu'à son effondrement en 1914.



Metternich

- Diplomate et historien, Jacques-Alain de Sédouy n'hésite pas à voir dans le concert une préfiguration de l'Union européenne actuelle. Comme cette dernière, il repose sur la conviction que le maintien de la paix sur un continent uni par des valeurs communes alors identifiées avec celles du christianisme vaut quelques sacrifices en termes d'intérêts nationaux.
- A la différence de l'UE, le concert ne repose sur aucune base institutionnelle formelle. Mais il n'en a pas moins une réalité clairement perçue par les contemporains. A chaque crise, on s'attend ainsi à le voir entrer en action sur un mode qui ne tarde pas à être solidement établi: les grandes puissances – la Grande Bretagne, la Russie, l'Autriche et la France, auxquelles va peu à peu s'agréger la Prusse – envisagent ensemble les moyens d'apaiser le jeu. Les puissances mineures sont associées dans la mesure où leurs intérêts sont directement touchés.
- Cette concertation s'appuie en grande partie sur les ambassadeurs, mais elle implique aussi les souverains eux-mêmes. Elle peut déboucher sur un traité ou n'exprimer qu'un consensus par défaut, les uns laissant les autres faire sans pour autant les approuver.
- Au fil des années, ses acteurs, relativement stables, développent une culture commune. Cela leur est d'autant plus facile qu'ils appartiennent tous au même milieu social, solidement distant, au moins jusqu'au milieu du siècle, des courants populaires qui sont le principal facteur d'instabilité.

-
- Le concert est rarement unanime et il ne retient pas ses membres de poursuivre leurs propres intérêts, notamment en Italie où s'opposent régulièrement ceux de la France et de l'Autriche. Mais il empêche pendant longtemps que ces rivalités ne débouchent sur des conflits ouverts autres que ponctuels. Au sommet de son efficacité, il tempère les ardeurs libérales de 1830 et permet, malgré les divisions de ses membres, une émergence très contrôlée de la Grèce indépendante.
 - La question d'Orient, qui se manifeste à ce moment, deviendra une pierre d'achoppement toujours plus coriace pour le concert, jusqu'à le faire éclater en 1914. A la fois dedans – on l'associe plus ou moins généreusement lorsque ses intérêts sont en jeu – et dehors – elle n'est pas un partenaire mais une zone d'instabilité dangereuse pour l'équilibre européen –, la Turquie s'y retrouve dans une position qui n'est pas sans rapport avec celle qu'elle connaît aujourd'hui vis-à-vis de l'Union.
 - Mais d'autres forces corrosives sont également à l'œuvre: la montée des nationalismes à partir de 1848, le désintérêt toujours plus marqué de la Grande-Bretagne et enfin la politique bismackienne d'alliances séparées multiples dont le réseau, après avoir bétonné la paix, précipitera le continent dans le chaos autodestructeur de la Première Guerre mondiale.

CHRONOLOGIE FRANCE AU XIX E SIECLE

1814-1815 : 1ère Restauration - Louis XVIII (frère de Louis XVI)

- 1814 : la Charte de 1814 (Constitution qui établit une monarchie constitutionnelle)
- Suffrage censitaire

1815 (20 mars-21 juin) : Les Cent Jours - Retour de Napoléon Ier

- 18 juin 1815 : Waterloo - abdication définitive de Napoléon Ier

1815-1830 : 2e Restauration

- 1815-1824 : Louis XVIII (royalistes modérés jusqu'en 1820 - ultras après 1820)
- 1824-1830 : Charles X, qui tentent de limiter les libertés
- 27 au 29 juillet 1830 : révolution parisienne (« les 3 glorieuses ») qui renverse Charles X et établit Louis-Philippe d'Orléans

1830-1848 : la Monarchie de Juillet

- 1830-1848 : Louis-Philippe « roi des Français »
- 1830 : début de la conquête de l'Algérie
- 1846 : début d'une grave crise économique
- 23-24 février 1848 : révolution parisienne qui renverse Louis-Philippe et établit une République

1848-1852 : la Seconde République

- 1848 : établissement du suffrage universel, abolition de l'esclavage, liberté de la presse
- juin 1848 : révolte ouvrière, durement réprimée
- décembre 1848 : élection de Louis Napoléon Bonaparte président de la République
- 2 décembre 1851 : coup d'Etat de Louis Napoléon Bonaparte, qui rétablit l'Empire en décembre 1852

1852-1870 : le Second Empire - Napoléon III

- 1852-1860 : politique autoritaire. Croissance économique. Grands travaux d'urbanisme (œuvre du préfet Haussmann à Paris)
- 1862 : début d'une libéralisation du régime (droit de grève, syndicats tolérés)
- juillet - septembre 1870 : guerre franco-prussienne - défaite de la France et abdication de Napoléon III - proclamation de la République à Paris
- 1870(mars-mai) : Commune de Paris, insurrection parisienne

1870-1914 : début de la Troisième République (qui s'achève en 1940)

- 1880-1884 : lois qui étendent les libertés et la démocratie (liberté de la presse, de réunion, liberté syndicale)
- 1881-1886 : lois sur l'enseignement primaire gratuit, obligatoire et laïque (Jules Ferry)
- 1892 : scandale politico-financier de Panama
- 1894 : début de l'Affaire Dreyfus (l'officier juif Dreyfus est accusé d'espionnage au profit de l'Allemagne)
- 1898 : l'écrivain Emile Zola dénonce l'injustice contre Dreyfus dans une lettre publiée par le journal L'Aurore titrée en gros caractères « J'accuse »
- 1905 : création de la S.F.I.O. (Parti socialiste) par Jean Jaurès et Jules Guesde
- 1905 : vote de la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat
- 1914 : début de la 1ère Guerre Mondiale

SOMMAIRE OUVRAGE JACQUES-ALAIN DE SEDOUY

- Les pères fondateurs : Castlereagh et Alexandre 1er (1814-1815)



Alexandre 1er



Lord Castlereagh

- Le concert européen, instrument de surveillance de la France (1815-1818)
- L'entrée de la France dans le concert européen (Aix la Chapelle, Octobre-Novembre 1818)
- Metternich à son zénith ; les congrès de Troppau et de Laybach (1818-1821)
- Au congrès de Vérone, Chateaubriand, un écrivain parmi les diplomates (septembre-décembre 1822)



Chateaubriand

- Le concert européen divisé (1824-1830)
- Les derniers feux de l'astre ; Talleyrand à la conférence de Londres sur la Belgique (1830-1833)
- Heurs et malheurs du concert européen (1830-1832)
- Le concert européen face aux crises orientales (1832-1841)
- Le printemps des peuples (1848-1852)
- La guerre de Crimée, un tournant dans l'histoire du concert européen (1853-1856)
- Le congrès de Paris ou le concert européen restauré (mars-avril 1856)
- Le rêve européen de Napoléon III : mirages et réalités (1856-1870)

L'Europe de Bismarck (1871 – 1890)

- L'Europe de Bismarck (1871-1890)



- Permanence du concert européen (1880-1905)
- Un concert européen affaibli face aux épreuves de force (1905-1912)
- Ultime manifestation du concert européen : les guerres balkaniques et la conférence de Londres (1912-1913)

L'EUROPE EST-ELLE DE RETOUR (10 FEVRIER 2010) ?

- Réunion le 10 février 2010 à Bruxelles des vingt sept chefs d'Etat et de gouvernement pour la première fois sous la présidence d'Herman Van Rompuy. Après les débuts chaotiques des nouvelles institutions, va-t-on assister au retour de l'Europe ?
- Il le faut ! Il faut que la journée d'aujourd'hui soit celle du réveil de l'Europe. A la fois, parce que les circonstances l'imposent? et parce que les circonstances le permettent. Elles l'imposent parce qu'il ne faut pas tourner autour du pot : c'est, au sein de la crise qui est la plus grave depuis 70 ans, l'Europe qui est le continent le plus visé et le plus affaibli. Et ce qui se passe aujourd'hui, au détriment de la Grèce, n'est qu'un test pour l'ensemble de la monnaie de l'Euro. Et c'est, en réalité, une constatation qui est faite sur l'état de l'Europe. On voit très bien que, déjà, aujourd'hui, les continents émergents sont en train de repartir. On voit bien que les Etats-Unis, qui sont dans une situation objective pire que la nôtre, ont gardé le moral et sont entreprenants. Et on voit bien que les européens, pour l'instant, sont les grands perdants de la crise. Donc, il faut réagir !
- Or, on peut réagir. Depuis 5 ans, les institutions européennes étaient paralysées, elles étaient ridiculisées. Aujourd'hui, les choses ne sont pas idéales mais la Commission vient d'être réélue, largement, pas de façon brillante. Et, surtout, ce qui a été demandé au président de la Commission, c'est de l'énergie et de l'ambition. Par ailleurs, Herman Van Rompuy s'est bien préparé au Conseil d'aujourd'hui. C'est lui qui a choisi intelligemment la date. C'est lui qui a décidé, ce qui est une très bonne idée, que ce serait les 27 chefs d'Etat et de gouvernement, et non pas les ministres ni les collaborateurs, pour que ce soit une vraie discussion politique d'où puissent sortir réellement des décisions. Voilà, il y a les circonstances qui permettent de prendre les décisions qu'il faut.
- Et puis, cela fait 5 ans que l'on entend les souverainistes et les euro-sceptiques, qui représentent à peine 20% des européens, qui tiennent le haut du pavé, qui se glorifient, qui

tourment en dérision ce qui se fait. Il est temps de leur montrer que dans cette affaire de la crise, ils ont été complètement myopes. Et que, s'il y a une constatation : c'est que la seule solution, aujourd'hui, est européenne et non pas nationale face à la crise et à la mondialisation. Que ça leur fasse plaisir ou pas !

- Que peut-il se décider aujourd'hui de concret à Bruxelles ?
- Concrètement, on sait très bien qu'on a devant nous un menu gigantesque et qui ne va pas être épuisé aujourd'hui. La première chose sera de prendre une position en faveur de la Grèce. Il faut que ce soit une position sans la moindre ambiguïté. Il faut que la solidarité et que la résolution soient totales. On sait très bien que le Fonds Monétaire International serait capable d'intervenir, qu'il en a les moyens, les ressources, les méthodes, la technique et probablement l'envie. Mais ce serait, d'une manière ou d'une autre, la fin de l'Euro. Donc, il faut réagir. Et donc, il faut être solidaire quitte à imposer aux grecs le respect d'un certain nombre de critères qu'ils n'ont pas respectés depuis qu'ils sont entrés en Europe. Mais c'est la faute de la Commission si on n'en n'a pas tiré les conséquences.
- La deuxième chose, que la France a toujours dit, d'ailleurs, c'est qu'aujourd'hui, l'Europe avance à cloche-pied, qu'on a une monnaie commune mais qu'on n'a pas de politique économique commune et qu'il est évident qu'il faut, au minimum, une coordination sur le plan fiscal, sur le plan budgétaire, ce qui, pour les français, entraînera beaucoup de conséquences. Et puis, on sait qu'il faut relancer le processus de Lisbonne, c'est-à-dire, la modernisation économique de l'Europe. Et ne pas oublier qu'il y a quand même les régulations à mettre en place et, tant qu'il n'y aura pas de régulation, on risquera, n'importe quand, de retomber dans la même crise.
- Donc, il y a de nouvelles circonstances en Europe. Avec ces nouvelles circonstances, la France peut-elle garder toute son influence ?
- Il ne faut pas être masochiste. L'influence de la France reste déterminante, en Europe. On voit très bien - et on va le voir encore aujourd'hui - que les propositions les plus significatives sont faites par le tandem franco-allemand. Simplement, à l'intérieur du tandem, les choses ont changé. C'est la France qui propose, c'est l'Allemagne qui dispose. C'est la France qui lance les idées, c'est l'Allemagne qui prend les décisions. Pourquoi ? Parce qu'on paie, jour après jour, année après année, la situation budgétaire et celle de l'endettement français.

Auteur : Alain Duhamel



Herman Van Rampuy



























*L'homme n'a pas besoin de voyager pour s'agrandir ;
il porte avec lui l'immensité...*

*Asseyez-vous sur le tronc de l'arbre abattu au fond du
bois : si dans l'oubli profond de vous-même,
dans votre immobilité,
dans votre silence
vous ne trouvez pas l'infini,
il est inutile de vous égarer aux rivages du Gange.*

*Chateaubriand
Mémoires d'Outre-Tombe
Livre 42. Chap. 14*

